

DÉMOCRATIE ET MÉMOIRE(S) : LES ENJEUX DU PASSÉ POUR LA SOCIÉTÉ DU PRÉSENT

Bastogne, lieu de mémoire emblématique, a accueilli cette année une série de soirées consacrées à la mémoire collective. Les intervenants, issus de toutes disciplines, se sont accordés sur la définition à lui donner : il s'agit de la manière dont des sociétés ou des groupes d'individus se représentent leur passé, tout en lui donnant un sens au présent. On se souvient ensemble parce que cela a du sens aujourd'hui. La mémoire collective relève donc d'un savoir profane et non scientifique, composé de nombreux symboles et d'éléments affectifs. Des choix sont effectués à propos de ce dont on se souvient ou de ce que l'on oublie, en fonction des préoccupations du moment.

Tout comme la mémoire individuelle, la mémoire collective est un vécu mouvant et évolutif, avec plusieurs couches mémorielles : une mémoire communicationnelle qui passe par les témoins directs des faits, puis une mémoire culturelle, lorsque ces mêmes témoins ont disparu. La mémoire passe alors par l'enseignement, les médias, les politiques... qui façonnent nos représentations du passé. Ces deux temps de la mémoire ne se succèdent pas, ils se côtoient, puis petit à petit, la mémoire communicationnelle laisse la place à la mémoire culturelle. La mémoire collective est porteuse d'enjeux démocratiques majeurs.

NE PAS FAIRE DIRE N'IMPORTE QUOI AU PASSÉ :

le dialogue nécessaire entre histoire et mémoire

L'histoire et la mémoire entretiennent un rapport différent au passé. L'histoire est une discipline scientifique qui se veut universelle. Elle questionne le passé pour aboutir à une connaissance la plus objective et la plus durable possible. Ce savoir parcellaire peut être amélioré si de nouveaux documents ou témoignages sont découverts. Malgré leurs différences, histoire et mémoire doivent dialoguer. Plus précisément, la mémoire doit être « historisée » car il ne s'agit pas de faire dire n'importe quoi au passé. Concrètement, un dialogue doit avoir lieu entre le monde politique qui effectue des choix mémoriels ; l'historien qui détient le savoir scientifique et peut dire en quoi le passé est interpellant pour le présent ; les acteurs économiques et touristiques de la mémoire et les médias.

Ce dialogue a eu cours de manière exemplaire lors des commémorations de la Grande Guerre en Wallonie. Les historiens y ont été placés au cœur du processus commémoratif, en lien direct avec les acteurs du tourisme mémoriel et en disposant des budgets nécessaires dégageés par la Région wallonne et la Communauté française. Les commémorations wallonnes ont couvert la globalité de l'expérience de la guerre 14-18 en Belgique : les combats d'août 1914, les violences contre les civils, les tranchées, l'après-guerre... La situation a été tout autre en Flandre où des choix politiques ont été faits, sans que les historiens n'y soient associés.

Les dirigeants flamands ont clairement souhaité positionner la Flandre sur la carte du tourisme mémoriel international, en valorisant presque exclusivement la région du front et le Westhoek, là où 50 nationalités ont combattu. L'ambition était aussi de faire connaître la Flandre en tant qu'État à part entière et non comme entité fédérée.

Ces choix entrent en contradiction complète avec l'histoire : en 14-18, le consensus entre le nord et le sud de notre pays, contre l'ennemi commun, était très fort. La Flandre actuelle s'est livrée à une véritable relecture du passé de la Belgique. Des historiens et des associations se sont insurgés contre ces choix politiques.

La Flandre actuelle s'est livrée à une véritable relecture du passé de la Belgique.



MÉMOIRE OFFICIELLE ET MÉMOIRE VIVE : de la coopération à la résistance et au conflit

Le monde politique utilise donc le passé pour servir son agenda politique, sur la scène internationale, mais aussi sur le plan national. Les recours au passé ont alors un double objectif : un homme ou une femme politique veut se faire admettre comme le ou la représentant(e) légitime de la communauté en faisant appel à l'identité collective pour créer une cohésion qui la poussera à agir lors d'élections, d'un référendum, pour une entrée en guerre... Marine Le Pen, Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron ont tous trois fait référence à Jeanne d'Arc lors des campagnes a fait une figure du patriotisme et de l'unité française ; le troisième a évoqué celle « su rassembler » la France alors divisée et succession. Tous se disputent la mémoire se faire élire et de construire une identité adhérent. Une fois le pouvoir atteint, le



Tous se disputent la mémoire pour construire une identité française.

aucune représentation officielle allemande débarquement des Alliés en Normandie. Le discours politique vis-à-vis de l'Allemagne a évolué au fil des années. Il fallait ménager la mémoire vive, celle d'en-bas et des individus, celle qui porte le poids du passé que l'on voudrait oublier, du moins durant trois voire quatre générations. Mémoire officielle et mémoire vive, qui fonctionnent selon leur propre logique, peuvent coopérer et être en phase, mais aussi entrer en conflit. À la fin de la Première Guerre mondiale, on a assisté en Belgique à une coopération totale entre les autorités publiques et la population qui se retrouvaient dans une sorte d'unanimité patriotique anti-allemande. Les politiques ont fait leur maximum pour être avec la population, notamment lors des grandes funérailles nationales pour les patriotes fusillés. Des couacs ont pourtant eu lieu : les autorités belges ont choisi dans un premier temps la date du 4 août, soit le début de la guerre, comme date de commémoration et symbole de l'unité nationale face à l'ennemi. En 1922, elles constatent que la population n'assiste pas aux commémorations : la date du 4 août représente pour elle le début de la guerre et des abominations. La mémoire vive résiste à la mémoire officielle qui « va trop vite ». Le gouvernement choisit alors la date du 11 novembre, date de l'armistice, qui fera l'unanimité. Mémoire officielle et mémoire vive doivent entrer en dialogue dans le présent afin d'éviter d'entrer en conflit et de rouvrir des plaies encore vives.

présidentielles françaises. La première en nationalisme ; le second, le symbole de qui a, comme lui, « fendu le système » et coupée en deux par les guerres de de la « Pucelle d'Orléans » dans le but de française à laquelle les électeurs recours au passé permet de transmettre sa vision du passé. Les commémorations, par exemple, sont porteuses de valeurs qui évoluent au fil du temps. Avant 2004, n'a assisté aux commémorations du évolué au fil des années. Il fallait ménager

LES MÉMOIRES COLLECTIVES, UN ENJEU POUR VIVRE ENSEMBLE

L'État démocratique n'a pas le monopole pour contraindre des individus et des groupes à penser le passé comme il le souhaite, d'autant qu'il faut aujourd'hui davantage parler au sein de nos sociétés de mémoires collectives : il y a autant de mémoires que de groupes. L'État a uniquement le monopole des instruments mémoriels : les commémorations, mais aussi les lois, sont destinées à faire passer la mémoire d'en-haut, avec un effet coercitif majeur¹. Ces instruments font naître une concurrence entre les mémoires : pourquoi certains groupes bénéficient-ils d'une loi et d'autres défendre sa mémoire, son identité et ses d'autres communautés, ce qui se cristallise reconnaissance de faits du passé : des officiellement leur mémoire². Les lieux de tensions et symboliser un conflit de mémoire³. estime avoir enduré quelque chose de pire vécu. Des mémoires fortes côtoient des auxquelles il faut aussi donner la parole.



non ? On voit aujourd'hui chaque groupe valeurs, quitte à entrer en compétition avec autour de trois phénomènes. La groupes demandent à l'État de reconnaître mémoire : ils peuvent être sources de La concurrence des victimes : une victime ou de comparable à ce que d'autres ont mémoires faibles, silencieuses, oubliées,

Des visions du passé parfois radicalement opposées peuvent donc s'affronter. Certaines guerres éclatent entre des communautés qui possèdent des représentations antagonistes du passé (Rwanda, Bosnie...). En Belgique, la violence s'est rarement exprimée, mais les mémoires divergentes des Flamands et des Wallons expliquent en partie les difficultés à vivre ensemble sereinement.

¹Par exemple, le décret de la CFWB du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistances ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes.

²Le génocide arménien et l'Union européenne.

³Les statues de Léopold II à Bruxelles et la communauté congolaise.

Ces souvenirs ont fait naître les stéréotypes et les attitudes actuels. Les Flamands retiennent le bourgeois et l'officier francophones du XIXe siècle et de la Première Guerre mondiale, développant un fort sentiment d'humiliation et donnant naissance à de véritables mythes nationalistes, tels celui des frères Van stéréotype du francophone méprisant et territoire flamand. Les Wallons pointent la Louvain, d'où le stéréotype du Flamand

Il faut que chaque communauté accepte de travailler avec l'autre sur le passé de la Belgique.

fédéral s'est plutôt montré faible et le souvenir collectif nationaliste flamand a fini par tuer la culture historique belge. Lors des commémorations 14-18, le gouvernement fédéral a été discret. Quelques événements ont eu lieu en 2014, à Liège et à Nieuport. Ils sont passés totalement inaperçus dans les médias, le gouvernement fédéral ne voulant pas qu'ils soient mis en avant car ils représentaient une vision « trop » belge du conflit. En 2014, la N-VA faisait son entrée au fédéral... Pour envisager un avenir commun, il faut que chaque communauté accepte de travailler avec l'autre sur le passé de la Belgique afin d'apaiser certains épisodes mémoriels compliqués. Des débats à propos de l'amnistie des collaborateurs flamands ont eu lieu au Parlement flamand. Tous les partis politiques y ont pris part et les historiens ont remis un rapport qui n'a pas fait l'objet de grandes remises en cause. L'étape suivante serait d'avoir ce type de débat au niveau belge, au Parlement fédéral... De nombreux politiques s'y opposent, de peur d'ouvrir la boîte de Pandore. Le travail de mémoire(s) est pourtant nécessaire.

Raemdonck. Ce souvenir a engendré l'arrogant, refusant de parler flamand en collaboration flamande et l'expulsion de raciste et intolérant. Dans ce contexte, l'État

LE TRAVAIL DE MÉMOIRE(S)

Après un traumatisme, deux attitudes sont possibles. L'amnésie, dans un souci de paix, passe sous silence les blessures d'hier, au risque de voir ressurgir le conflit tôt ou tard. L'hypermnésie survalorise le passé en éludant la mémoire de l'autre, afin de renforcer l'identité collective de la communauté, de légitimer ses revendications et de s'assurer le soutien de la population prête à tout pour préserver son identité perçue comme menacée. Elle s'appuie sur des mythes, des stéréotypes... qui accentuent les divergences. Entre ces deux attitudes extrêmes, le travail de mémoire(s) est une troisième voie pour que les mémoires faibles soient entendues et pour que des communautés vivent ensemble. Il s'agit de rechercher une juste mémoire qui prend en compte la pluralité des points de vue, met en avant un passé harmonieux, trouve des raisons d'avoir un avenir commun. Cette dynamique est davantage pacificatrice. Le cas franco-allemand est un véritable cas d'école à cet égard. Les représentants français et allemands, depuis Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, mettent systématiquement l'accent sur les interprétations communes du passé, en oubliant son sens initial (l'inéluctable confrontation entre ennemis héréditaires) et en lui donnant un sens nouveau (la déchirure de deux peuples frères). Verdun est ainsi devenu le témoignage de tous les combattants, français et allemands. Tout cela n'empêche pas la pluralité des points de vue sur le premier conflit mondial de part et d'autre du de mémoire » subsistent : aucune du déclenchement de la Grande Guerre n'a chancelière se sont uniquement rendus à voisins.

Quelle mémoire et donc quelle identité européenne construire à la suite des deux conflits mondiaux ?

De manière plus globale, les dirigeants européens successifs se sont posé la même question. Comment « digérer » le passé tragique des nations européennes ? Quelle mémoire et donc quelle identité européenne construire à la suite des deux conflits mondiaux, de la Shoah, de la conquête coloniale... ? Comment se souvenir et oublier afin d'avancer ensemble et faire naître un peuple européen ? L'idée que l'Europe n'est pas une invention récente née du caprice de politiciens, mais le produit d'une maturation multiséculaire fait alors son chemin dans les discours politiques. François Mitterrand disait de l'Europe : « C'est une étrange, cruelle et forte aventure que celle de ces peuples frères auxquels il aura fallu plus d'un millénaire pour se reconnaître tels qu'ils sont, pour s'admettre et s'unir ». Toutefois, force est de constater que la notion de mémoire européenne constitue davantage un projet politique qu'une réalité sociologique. Un sondage de 2003 a montré qu'il n'existe pas de « panthéon européen », chaque pays privilégiant encore ses propres personnages historiques. Près d'un demi-siècle après le début de sa construction, l'Europe se caractérise encore par une cohabitation de mémoires nationales, plutôt que par leur intégration. Or, le défi pour l'Europe est majeur car elle a besoin plus que jamais d'une identité et donc d'une mémoire commune. En son sein : il est temps de rapprocher les institutions européennes du citoyen. Hors de ses frontières : il faut se positionner clairement sur la scène internationale. La mise en commun d'un passé commun occupe une place de choix parmi les instruments susceptibles de consolider une identité encore relativement théorique.

Rhin. Des décalages et des « malentendus célébration officielle du 100e anniversaire eu lieu en Allemagne. Son président et sa certains événements organisés par les pays

